

# Lutte de classe

Ils veulent passer en force, alors il faut les chasser du pouvoir !

Le traité de Lisbonne a été rejeté par 53,4% des voix, contre 46,6% en Irlande, malgré un taux de participation de 53,1% qui, selon les prévisions foireuses du gouvernement, devait assurer la victoire du « oui ».

Qui a voté non ?

En milieu de journée du 13 juin, après avoir pris connaissance des toutes premières indications, le ministre irlandais des affaires européennes, M. Roche, déclarait que les zones ouvrières urbaines et les circonscriptions rurales avaient plutôt voté "non" tandis que le "oui" faisait mieux dans les zones urbaines de la classe moyenne.

Pour l'*Irish Times*, les premières tendances dans plusieurs circonscriptions de Dublin montraient que le « non » atteignait 60% des voix, contre 40% au « oui », voire 70% de « non » à Dublin sud-est, dans les quartiers ouvriers, comme en France le 29 mai 2005.

On ne peut que se réjouir de ce résultat, une défaite cinglante qui intervient au moment où des professions entières se dressent à travers toute l'Europe contre l'Union européenne et l'impérialisme.

Cependant il faut rester lucide, cette victoire va être rapidement confisquée par les représentants de l'impérialisme afin qu'ils puissent avancer vers leur Europe politique. Leur objectif est d'instaurer un Etat européen bureaucratique au service de l'impérialisme qui remplacera à terme les Etats nationaux qui avaient vu le jour à l'époque où le capitalisme se développait, de façon à réduire à la fois les droits politiques du prolétariat pour mieux l'exploiter et les risques de révolutions victorieuses.

Comment vont-ils se débrouiller pour trouver un « *arrangement juridique* » entre l'Irlande et les 26 autres membres de l'UE (le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet) et pour « *continuer* » (Barroso) comme si de rien n'était tout en tentant de faire passer l'Union européenne pour moins antidémocratique qu'elle est ?

Ils doivent commencer par présenter la majorité des électeurs qui ont rejeté le traité de Lisbonne comme des individus irresponsables ou de vulgaires réactionnaires.

« *Nous sommes maintenant piégés dans une position dont il sera très difficile de nous extirper* », a regretté le député européen Andrew Duff, un libéral-démocrate britannique, en estimant qu'organiser un référendum sur un sujet aussi complexe était une « *idée folle* » parce qu'elle ouvrait les vannes du « *populisme, du nationalisme et de la xénophobie*. »

Ensuite, ils doivent se convaincre que tout est encore possible, ce qui ne devrait pas leur causer trop de problèmes puisque l'Union européenne avait bien trouvé le moyen de proposer un traité identique à celui qui avait été rejeté en France et aux Pays-Bas en 2005, en le présentant frauduleusement comme différent. Cela ne leur réclamera aucun effort puisqu'ils sont tous favorables à la poursuite de la ratification de ce traité par les 27 pays de l'UE.

Souvenez-vous que lors de son dernier référendum en 2001, la majorité des Irlandais avaient rejeté le traité de Nice, puis il avait finalement été adopté lors d'un second scrutin. Le gouvernement irlandais a beau dire ne pas envisager de nouveau scrutin cette fois-ci, si l'UE lui ordonne, il se pliera à sa volonté comme la dernière fois.

A Dublin, le Premier ministre irlandais Brian Cowen a affirmé qu'il n'y avait pas de « *solution miracle* » à la crise provoquée par le « *non* » irlandais, soyons certain que les anges qui veillent sur le sacro-saint système capitaliste seront impuissants à résoudre cette crise, un tour de passe-passe sera suffisant, reste à mettre cela au point sur le plan juridique et le tour sera joué.

Brian Cowen s'est empressé de déclarer : « *Nous ne devons pas en tirer des conclusions hâtives... L'Union (européenne) s'est déjà retrouvée dans cette situation auparavant et à chaque fois elle a trouvé par la concertation un moyen d'avancer. J'espère que nous pourrons encore le faire cette fois* ».

Même le président du parti nationaliste Sinn Fein, Gerry Adams, y croit, et pour cause, il a déclaré que la victoire du « *non* » était « *une base pour une renégociation* » du traité, appelant le Premier ministre irlandais à se rendre à Bruxelles pour « *obtenir un meilleur accord* » et non à rompre avec l'UE évidemment.

En attendant, les chefs d'Etat font preuve de bonne volonté pour faciliter le travail de la Commission européenne. La première règle, faire comme si rien ne s'était passé le 13 juin en Irlande, difficile quand même.

Le traité de Lisbonne « *n'est pas mort* » et « *les dirigeants européens devront décider lors du sommet européen des 19-20 juin comment continuer* », ont affirmé le président de la Commission européenne Barroso et le Premier ministre Slovène Janez Jansa, dont le pays préside l'UE.

De son côté Sarkozy et Merkel ont exprimé le même souhait : « *Nous espérons que les autres Etats membres poursuivront le processus de ratification* ».

Le Premier ministre polonais Donald Tusk a déclaré aux journalistes : « *L'Irlande va certainement trouver le moyen de ratifier ce traité* ».

Le secrétaire d'Etat français chargé des Affaires européennes Jean-Pierre Jouyet avait dit vendredi que le processus de ratification devrait se poursuivre même en cas de « *non* » irlandais. Jeudi, Fillon estimait qu'en pareil cas il n'y aurait « *plus de traité de Lisbonne* », on a l'impression qu'ils sont perturbés et en désaccord, oui sur le meilleur moyen de s'en sortir seulement, reste à l'inventer, tout le problème est là.

Voilà qui inaugure mal la présidence française de l'UE à partir du début Juillet, on va peut-être assister à des dérapages du nazillon Sarkozy. Il était censée mettre sur pied le nouveau système pour que le traité entre en vigueur début 2009, mais « *il est clair que le traité n'entrera pas en vigueur au 1er janvier 2009* », a souligné le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker.

Le ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband a indiqué pour sa part que Londres allait poursuivre son processus de ratification.

Seul voix discordante, celle du président tchèque Vaclav Klaus qui a estimé que le traité de Lisbonne était « *fini* », qu'il n'était « *plus possible de poursuivre sa ratification* ».

L'espoir fait vivre et si l'impérialisme peut s'inquiéter du rejet croissant du capitalisme par tous les peuples, ses représentants n'ont pas trop à s'inquiéter du camp du non organisé qui n'a pas l'intention de rompre avec l'UE ou le capitalisme.

Le chef du groupe socialiste au Parlement européen, l'Allemand Martin Schulz favorable au traité de Lisbonne, a dit : « *Le fait que les travailleurs en Irlande se soient opposés (...) montre que nous avons besoin d'une Europe plus sociale et apte à répondre aux inquiétudes de la vie quotidienne de ses citoyens notamment sur des sujets tels que la hausse du prix des denrées alimentaires et de l'essence* ».

Même son de cloche du côté des gouvernements.

Jouyet a estimé « *Ce que montre le référendum, c'est qu'il y a à l'heure actuelle une dichotomie assez importante entre une stratégie européenne qui est bonne à moyen terme (...) et les préoccupations des citoyens* »... qui sont forcément mauvaises.

Paradoxalement, ce référendum a clairement montré que l'Union européenne était une structure supranationale à caractère profondément antidémocratique, dans la mesure ou moins de deux millions d'électeurs peuvent décider du sort de 495 millions d'Européens.

Ce qui est antidémocratique et que ne diront pas les médias ou les différents commentateurs aux ordres, ce n'est évidemment pas que la majorité des travailleurs irlandais aient rejeté la dictature de l'Union européenne bien qu'ils ne représentent qu'une infime minorité de la population de l'UE, mais bien plutôt que les chefs d'Etat

des 26 autres pays se soient entendus pour empêcher les travailleurs de leur pays respectif de s'exprimer de la même manière qu'en Irlande.

Question : si leur Union européenne est rejetée par tous les peuples parce qu'elle est entièrement tournée contre leurs intérêts fondamentaux, que faut-il penser de tous les partis qui la soutiennent ? Qu'ils font tous partis du même camp, qu'ils sont tous au service de la même cause : assurer la pérennité du capitalisme mondial.

Mais alors, si en France, ce sont ces mêmes partis, l'UMP et le PS qui gouvernent, avec le soutien de leurs satellites respectifs, il faut les chasser du pouvoir !

A bas le capitalisme !

A bas l'Union européenne !

A bas le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions de la Ve République !

Ils sont tous illégitimes et doivent disparaître.

Ils veulent nous affamer, nous réduire en esclavage, nous plonger dans la misère et la crainte permanente du lendemain, alors pour en finir, nous devons prendre notre destin en mains pour rompre avec le capitalisme, rompre avec les institutions de la Ve République, rompre avec l'Union européenne !

(AFP et Reuters : 13.06)